

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie  
15 rue Pasquier  
75379 Paris Cedex 08

### **MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (Marche ordinaire et accord-cadre mono attributaire à bons de commande)**

<p>Objet : Conception et réalisation du rapport d'activité annuel et des divers rapports thématiques de la Commission de la Régulation de l'Energie (CRE)</p>
---

# SOMMAIRE

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 – Présentation de la CRE.....	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE – Allotissement.....	4
ARTICLE 4 – PROCEDURE et forme du marche .....	4
ARTICLE 5 – MENTION DES BONS DE COMMANDES .....	4
ARTICLE 6 - PièCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 7 – Durée du marche et délai d’exécution.....	5
Article 8 – PRESTATION ATTENDUE .....	6
ARTICLE 9 - Attentes et contraintes liées aux prestations .....	9
ARTICLE 10 - VERIFICATION ET RECEPTION.....	10
ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 12 - PRIX .....	10
12.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
12.2 - Modalités de variations des prix.....	10
ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT – ACOMPTES – FACTURATION .....	11
ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES.....	11
ARTICLE 15 - CONFLIT D’INTERÊT .....	12
ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	12
ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD .....	12
17.1 - Pénalités de retard dans l’exécution des prestations .....	12
17.2 - Pénalités pour retard dans la prise en compte des corrections.....	13
17.3 - Autres pénalités .....	13
ARTICLE 18 - ASSURANCES.....	13
ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL .....	13
ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ des RÉSULTATS .....	13
Article 21 – Résiliation .....	14
ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
ARTICLE 23 - NOTIFICATION/envoi de documents.....	15
ARTICLE 24 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	15

## **ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **Nom ou raison sociale de l'acheteur**

Commission de Régulation de l'Énergie

15, rue Pasquier

75379 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 44 50 41 39 - Télécopieur : 01 44 50 42 78

Adresse électronique (courriel) : [mp@cre.fr](mailto:mp@cre.fr) - Adresse Internet (U.R.L.) : [www.cre.fr](http://www.cre.fr)

### **Pouvoir adjudicateur**

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel du 23 août 2022.

## **ARTICLE 2 – PRESENTATION DE LA CRE**

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) est une autorité administrative indépendante, née de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie, prévue par les directives de l'Union européenne et, créée en 2000 par la loi. Il existe un régulateur en charge de l'énergie dans la majorité des états notamment dans les états de l'Union européenne.

Sa mission principale est de concourir « au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finals et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique ».

A ce titre, elle régule les réseaux d'électricité et de gaz naturel (transport et distribution, schématiquement les lignes électriques et les gazoducs) afin de garantir aux utilisateurs (entreprises, collectivités territoriales, consommateurs, producteurs) un accès non discriminatoire aux infrastructures de transport et de distribution, qui sont des activités en monopole (donc non concurrentielles), tout en assurant la sécurité d'approvisionnement en énergie de la France.

Sur les marchés de gros et de détail, elle exerce une mission de surveillance pour que se développe une concurrence libre et loyale (c'est-à-dire pour qu'il y ait plusieurs fournisseurs d'électricité et de gaz qui proposent des offres concurrentielles) au bénéfice des consommateurs.

Depuis 2013, sous l'impulsion du Droit européen, le législateur français a fait évoluer les missions de la CRE en lui confiant plus de 70 nouvelles compétences, parmi elles, proposer les évolutions des tarifs réglementés d'électricité, fixer les tarifs des réseaux et des infrastructures d'électricité (TURPE) et de gaz (ATRD, ATRT, ATTM). Il a par ailleurs renforcé le rôle de la CRE dans les dispositifs de soutien aux ENR, la régulation du stockage pour le gaz, le dispositif de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) pour les fournisseurs alternatifs, la surveillance des marchés de gros et de détail de l'électricité et du gaz, les marchés de capacité de production (et d'effacement de consommation) d'électricité, les expérimentations relatives aux smart grids et aux services de flexibilité locales, les ZNI ...

La CRE est aussi pleinement inscrite dans la transition énergétique de notre pays notamment en mettant en œuvre les dispositifs de soutien aux énergies renouvelables en instruisant des appels d'offres et participe à la construction du marché intérieur européen de l'énergie.

Enfin depuis la crise énergétique elle exerce aussi des missions notamment liées à la protection des consommateurs et à la mise en œuvre des boucliers tarifaires. Ces missions ne cessent de s'accroître.

Pour accomplir ses missions, l'organisation de la CRE s'articule autour de deux organes indépendants : un collège composé de cinq membres décisionnaires et un comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS). Les membres du collège de la CRE définissent les grandes orientations, adoptent les décisions et les avis qui s'intègrent dans l'action générale de la CRE. Pour rendre ses décisions, le collège s'appuie sur l'expertise des services de la CRE, placées sous l'autorité du président du directeur général et du secrétaire général.

La CRE compte environ 170 agents environ, pour un âge moyen de 35 ans.

## ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ – ALLOTISSEMENT

Le présent marché a pour objet la conception et réalisation :

- du rapport d'activité annuel de la CRE (création version française et version web anglaise, l'exécution, proposition iconographique) – prestation au forfait (pour la première année).
- Des différents rapports thématiques des services de la CRE, avec un principe de maquette cohérent avec celui du rapport annuel d'activité. L'idée est d'avoir un esprit de collection sur l'ensemble des rapports de la CRE - prestations sur bons de commande

## ARTICLE 4 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres en application des articles L 2124-2, R 2124-2 et R2161-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché est également régi par les articles L 2125-1, R 2162-13 et R. 2162-14 relatif à l'accord-cadre à bons de commandes.

Il s'agit d'un marché composite composé :

- d'un marché ordinaire avec une prestation à prix global et forfaitaire (pour la première année du marché uniquement) comprenant les prestations de conception et réalisation du rapport d'activité annuel de la CRE, en français et en anglais, conformément à la décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.) ; et
- d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sur la base de prix fixés au Bordereau des Prix Unitaire (BPU), sans montant minimum et avec un maximum annuel de 70 000 € HT,
  - comprenant pour la première période de marché, des prestations de conception et d'exécution des différents rapports thématiques ainsi que des prestations supplémentaires relatives au rapport d'activité annuel
  - et comprenant pour la seconde période de marché (année de reconduction), des prestations de conception et d'exécution des différents rapports thématiques ainsi que l'ensemble des prestations relatives au rapport d'activité.

Le présent accord-cadre établit les termes régissant les bons de commande.

## ARTICLE 5 – MENTION DES BONS DE COMMANDES

A la survenance du besoin, les commandes seront faites par l'émission de bons de commande précisant les prestations à réaliser et leur quantité.

Avant l'émission d'un bon de commande, la CRE peut solliciter le titulaire afin d'obtenir un devis qui sera établi en application du bordereau de prix unitaire (BPU). Le délai laissé au titulaire pour remettre son devis est de **3 jours maximum** à compter de la demande faite par mail au titulaire. A défaut de remise du devis dans les délais contractuels, des pénalités de retard seront appliquées.

Chaque bon de commande comporte :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- l'adresse de facturation ;
- le service destinataire ;
- la référence au marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description détaillée des prestations (ou renvoi au devis du titulaire) ;
- les délais de réalisation/livraison (date de début et de fin) ou renvoi à ceux indiqués dans le devis du titulaire ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la quantité des prestations ;
- les prix unitaires H.T des prestations ;

- le montant total T.T.C du bon de commande ;

**Les bons de commande seront notifiés au titulaire par l'envoi d'un mail avec demande d'accusé réception.**

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à la CRE.

## **ARTICLE 6 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe 1 (la charte graphique de la CRE)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021, édité par la direction des journaux officiels)
- la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) **qui détaille le prix global et forfaitaire du marché.** La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

La notification du marché comprend une copie dématérialisée (via la plateforme PLACE) de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

## **ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION**

**Durée du marché / Accord-cadre :**

Le marché est conclu pour une durée initiale ferme d'une année à compter **de sa date de notification.**

Il pourra faire l'objet de trois (3) reconductions tacites d'une durée d'un an chacune (soit une durée totale maximum du marché de 4 ans).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur **au plus tard un (1) mois avant la fin de la durée de validité** du marché.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. La non-reconduction du marché n'entraîne aucune indemnité du titulaire. La non-reconduction n'a pas à être motivée.

**Délais d'exécution de la partie forfaitaire :**

A titre indicatif, la mission relative à la conception et réalisation de la maquette du rapport d'activité de 2024 pourrait démarrer mi-février ou fin février 2025 et s'achever à l'été 2025 avec le maquettage de la version anglaise du rapport annuel.

**Le rapport d'activité 2024 de la CRE, version française, doit être imprimé pour le 26 mai 2025 dernier délai, ce qui implique une fourniture des fichiers pour impression (BAG) le 28 avril 2025 au plus tard.**

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour maîtriser le planning de réalisation des prestations en fonction des échéances fixées. Le rétroplanning proposé par le prestataire afin d'atteindre cet objectif devra prévoir des étapes tenant compte du circuit de validation et des relectures de la CRE. Le planning pourra être amené à être modifié en cours de marché.

#### Délai d'exécution des bons de commandes :

La durée des prestations commandées sera celle déterminée dans le présent C.C.P. ou bien dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution des prestations commandées court à compter de la notification de celui-ci. La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut excéder 3 mois après le terme de l'accord-cadre.

**Le délai d'exécution pour la création d'un rapport thématique est de 6 semaines maximum à compter de la notification du bon de commande.**

Nota : Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-PI.

En cas de non-respect des délais d'exécution, il sera fait application des pénalités prévues au CCP.

## **ARTICLE 8 – PRESTATION ATTENDUE**

### **Conception et réalisation du rapport d'activité de la CRE et des différents rapport thématique**

#### **Présentation du rapport d'activité de la CRE**

Ce document de synthèse est destiné à un public large : parlementaires, autorités politiques françaises et européennes, acteurs du monde de l'énergie (opérateurs, associations professionnelles ou de consommateurs), instances européennes, régulateurs européens de l'énergie, les relais d'opinion (journalistes) et bien évidemment le personnel de la CRE ainsi que les candidats au recrutement.

Les candidats à l'appel d'offres sont invités à consulter le [rapport](#) d'activité 2023 de la CRE sur son site internet ainsi que les rapports d'activité des années précédentes. Des exemplaires papiers peuvent être envoyés sur demande.

**Attentes spécifiques** Le fil conducteur ainsi que le sommaire détaillé seront définis au démarrage. Les travaux qui ont jalonné l'année sont présentés sous forme de chapitres thématiques. Le rapport sera rédigé de manière linéaire. C'est un support avec des textes courts au style journalistique accompagnés de schémas, tableaux et autres infographies insérés au fil de l'eau.

**La composition du rapport d'activité pourrait être la suivante – la CRE s'autorise à modifier cette structure au besoin :**

Couverture	Titre + photo
Sommaire	Indiquer les titres des chapitres, les titres des parties et le niveau de titre 1 uniquement
Chiffres clés	Présentation, missions de la CRE
Messages	Message du collège et message de la présidente

Chapitres	Ouverture de chapitre sur une double page : - titre du chapitre - court paragraphe présentant le chapitre - une photo d'illustration - des chiffres et/ou dates-clés - les titres des parties - une couleur par chapitre
Parties (corps du texte)	- titre - chapeau introductif de la partie - un texte déroulé sur l'ensemble des pages, avec 3 ou 4 niveaux de titre - exergues - chiffres clés - cartes, schémas, tableaux, graphiques
Annexes	- présentation des rapports publiés en 2024 - synthèse des principales délibérations en 2024-
Avant-dernière de couverture	Conception, réalisation, impression, crédits photos...

Le nombre de pages total est estimé à 80 pages (dont couverture). Le nombre total de pages sera déterminé en fonction du contenu des chapitres. Un ajustement\* de 6 à 10 pages sera sans doute nécessaire à l'issue de la livraison des textes.

\*NB : Un bon de commande sera établi avec le nombre exact de pages supplémentaires en application des prix du BPU. Il fixera également le délai contractuel d'exécution dans le respect des impératifs indiqués plus haut.

### **Présentation des rapports thématique de la CRE**

Un principe/format de maquette va être retenu pour le rapport d'activité de la CRE. Sur cette base, les rapports thématiques de la CRE endosseront le même environnement graphique. L'idée est de créer un esprit de collection.

Quelques exemples de rapports thématiques de la CRE :

- Les interconnexions françaises au cœur de l'Europe : vitales face à la crise, indispensables pour la décarbonation :

<https://www.cre.fr/documents/rapports-et-etudes/les-interconnexions-francaises-au-coeur-de-leurope-vitales-face-a-la-crise-indispensables-pour-la-decarbonation.html>

- Le rapport de surveillance des marchés de détail de l'électricité et du gaz naturel entre 2020 et 2022 :

[https://www.cre.fr/fileadmin/Documents/Rapports\\_et\\_etudes/import/Rapport\\_marche\\_de\\_detail\\_novembre\\_2023.pdf](https://www.cre.fr/fileadmin/Documents/Rapports_et_etudes/import/Rapport_marche_de_detail_novembre_2023.pdf)

Tous les rapports sont accessibles sur le site de la CRE.

**D'autres rapports thématiques pourront être commandés sur la base des prix du B.P.U.**

### **Description des prestations attendues**

**Documents à produire :**



- Le rapport d'activité version française (en format prêt à imprimer et PDF pour mise en ligne sur le site Internet de la CRE). Il sera dans un style épuré, clair et synthétique. Les recherches iconographiques et la scénarisation des schémas devront apporter une valeur ajoutée au rapport et/ou apporter une source d'information complémentaire.
- Le rapport d'activité version anglaise qui, sauf exception, est uniquement destiné à un usage digital (PDF).
- Les rapports thématiques de la CRE seront à produire au fil de l'eau et feront chacun l'objet d'un bon de commande préalable. A la date du lancement de la consultation, la CRE prévoit la production pour 2025 de 4 rapports thématiques, dont 4 uniquement en français et aucun en français et anglais. Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

NB : La traduction des documents intervient dès que le BAT est donné. Il faut ensuite compter 4-5 semaines de travail pour le traducteur, en fonction du volume à traduire. Le traducteur intègre les textes traduits directement dans la maquette InDesign que la CRE lui fournit. La CRE transmet ensuite au titulaire du marché la traduction dans des fichiers IDML. La traduction des graphiques, cartes et autres illustrations se fait dans un fichier Word à part.

### **Respect de la charte graphique**

Le titulaire doit respecter la charte graphique de l'ETAT/ CRE pour tous les documents qui seront fournis.

### **Détail des prestations**

Le titulaire assure les prestations de création, exécution du rapport d'activité de la CRE ainsi que des rapports thématiques.

Le titulaire tient lieu de conseil. Il est force de proposition à toutes les étapes de la prestation.

Le rapport d'activité constituant un vecteur important de communication, la CRE attend du titulaire qu'il fasse preuve d'une véritable expertise en termes de créativité et exécution graphique : conception de la maquette, mise en valeur du contenu, production d'illustrations (graphiques, schémas, infographies, cartes, pictos...), recherche iconographique, etc.

À l'issue de la prestation, le titulaire remet l'intégralité des documents numériques et les fichiers natifs à la CRE (téléchargement à partir d'une plateforme). Ces fichiers doivent pouvoir être utilisés avec les logiciels de la suite Creative Cloud (+ Fireworks CS 5.1).

Le titulaire assure la conception graphique, la mise en page et la mise en forme des textes fournis par la CRE. La prestation inclut la conception de tableaux, graphiques, cartes, schémas, infographies, pictogrammes et autres illustrations.

Les textes sont rédigés par la CRE. Un secrétariat de rédaction devra être proposé dans votre offre. Celui-ci devra être en mesure d'uniformiser les textes. La CRE transmet au titulaire les contenus dont elle dispose dans divers formats, issus notamment des suites Office et Adobe (word, powerpoint, jpg, ai, indd, idml, etc.). La CRE fournit également les contenus pour la version anglaise des documents.

Le titulaire assure la recherche iconographique (sur banques d'images ou photothèques d'opérateurs régulés par la CRE, sous réserve de l'autorisation de ces derniers). Les propositions retenues doivent être libres de droit. Le titulaire contrôle la qualité des photographies (résolution, netteté, colorimétrie) et fait d'éventuelles retouches.

Le titulaire élabore les maquettes de chaque document et remet les versions intermédiaires au format PDF basse définition pour relecture et contrôle par la CRE. Il assure la relecture professionnelle et la correction orthographique, syntaxique et typographique. Il assure par ailleurs l'uniformisation des textes dans le cadre du dit secrétariat. Il signale à la CRE toute correction apportée ou suggérée. Il prend en compte les modifications et corrections souhaitées par la CRE jusqu'aux stades de l'impression et de la mise en ligne.

Le titulaire fournit le fichier technique à destination de l'imprimeur et remet le rapport d'activité à la CRE



sous une forme adaptée à sa mise en ligne sur son site internet ([www.cre.fr](http://www.cre.fr)) avec une qualité correcte des photos. En outre, les versions finales de l'ensemble des documents produits sont fournies en haute et basse définition, sans les repères d'impression.

Les maquettes des documents à savoir rapport d'activité et rapports thématiques de la CRE doivent faciliter le parcours visuel du lecteur. L'attractivité, la lisibilité, la qualité esthétique et didactique des pages seront appréciées.

Le format des rapports doit être pratique, maniable et résistant.

Nota : En cas de reconduction du marché, la CRE pourra envisager d'ajuster ou de faire évoluer la maquette tout en gardant les mêmes critères de création précités. Dans cette hypothèse, un bon de commande spécifique sera établi conformément aux prix indiqués dans le B.P.U.

## ARTICLE 9 - ATTENTES ET CONTRAINTES LIEES AUX PRESTATIONS

Délais et conditions d'exécution des prestations

- **Le titulaire doit être joignable au minimum jusqu'à 19h00 pour travailler sur les documents.**

Les chefs de projet de la CRE travailleront en direct avec la personne en charge de la réalisation des maquettes et de la création, qui ne sera ni un stagiaire, ni un alternant, ni un junior, sans passer par un intermédiaire sénior, ou autre profil « chef de projet » qui ne serait pas directement impliqué.

- Le travail avec le titulaire sur le rapport annuel commencera dès la notification du marché dans le but de stabiliser au plus vite la création. Le travail sur les maquettes (essais de couleurs, essais de couvertures, essais de photos ou illustrations, coulages des textes, etc.) sera continu jusqu'à la fin de la prestation.
- La CRE travaillera avec le titulaire dès qu'elle en aura besoin. Le titulaire devra être disponible. La CRE devra pouvoir compter sur l'adaptabilité et la souplesse de l'organisation prévue par le titulaire.
- Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché sont les seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.
- Des réunions de travail régulière seront fixées pour assurer le suivi du projet (format à définir selon le besoin)
- Toute malfaçon imputable au titulaire restera à sa charge.

Intégration des corrections

- Toute correction mineure est prise en compte dans un délai de 15 minutes à 2h00 maximum. Une correction mineure correspond à : orthographe, syntaxe, typographie, harmonisation éditoriale, sans modification de pagination.
- Toute correction moyenne est prise en compte dans un délai de 6h00 maximum. Une correction moyenne correspond à : des modifications impactant la pagination jusqu'à 15 pages, avec des corrections d'orthographe, de syntaxe, de typographie.
- Toute correction majeure est prise en compte dans un délai de 2 jours maximum. Une correction majeure correspond à : des modifications sur la maquette impactant la pagination ou déplaçant la mise en page de plus de 15 pages, avec des corrections d'orthographe, de syntaxe, de typographie.

La CRE se réserve le droit d'appliquer des pénalités en cas de non-respect de ces délais, en particulier en cas de répétition des retards.

La CRE et le titulaire se mettent d'accord par écrit sur le temps nécessaire au titulaire pour renvoyer les maquettes intégrant les corrections.

## ARTICLE 10 - VERIFICATION ET RECEPTION

La CRE effectue des contrôles et vérifications quantitatives et qualitatives des prestations attachées à l'objet du marché. Les articles doivent être exempts de tout défaut. Les erreurs constatées auront pour conséquence un remplacement par le prestataire des articles non conformes sans frais pour la CRE, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum.

La CRE dispose d'un délai de quinze (15) jours pour effectuer des contrôles et vérifications quantitatives et qualitatives. Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise.

## ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

## ARTICLE 12 - PRIX

### 12.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations forfaitaires seront réglées pour une partie par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations ayant fait l'objet de bons de commande seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et du bordereau de prix unitaires.

Néanmoins, le titulaire pourra faire bénéficier la CRE de remises sur les prix du BPU.

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

### 12.2 - Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix unitaires et forfaitaires sont révisibles par référence à l'index suivant :

L'index SYN « Honoraires Syntec » publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par la fédération Syntec

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$Cn=15,00\%+85,00\%(I_n/I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois zéro et au mois  $n$ .  $C_n$  étant le coefficient permettant la révision.

Les prix pourront être révisés tous les 12 mois, à la date anniversaire de la notification du marché. Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit

être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

Le prestataire devra fournir tous les éléments démontrant le calcul et l'évolution de l'indice concernant la révision de prix à l'appui de ses factures. La révision ne pourra avoir lieu tant que ces éléments ne sont pas fournis,

## **ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT-ACOMPTE-FACTURATION**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les acomptes seront versés trimestriellement. Les acomptes pourront être versés mensuellement conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande. Le titulaire procédera à une facturation du solde après la réception des prestations.

S'agissant des bons de commande, ils feront l'objet d'une facturation distincte et par bon de commande.

La facture/demande de paiement mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet de l'accord-cadre ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA et montant TTC.

**Les factures doivent être adressées sous format dématérialisé au Service facturier via le portail : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/> en indiquant :**

- le code Service Exécutant : FAC9450075
- le SIRET de l'état : 11000201100044
- le numéro de l'engagement juridique qui sera communiqué lors de la notification du marché : (composé de 10 chiffres)

### Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours, fin de mois à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES**

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel

suffisant et qualifié, apte à remplir la mission. Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

Le titulaire désigne un responsable de projet, interlocuteur privilégié de la CRE chargé de coordonner et de suivre l'ensemble des prestations, mais également un collaborateur capable d'assurer la continuité des travaux en cas d'absence du responsable de projet.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail. Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4 du CCAG PI, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-PI, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

La composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations du présent marché est précisée dans l'offre du titulaire

## **ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTERÊT**

Sans objet.

## **ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

## **ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD**

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. De même, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **17.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros par jours de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP en dehors des pénalités spécifiques prévues ci-dessous.

## 17.2 - Pénalités pour retard dans la prise en compte des corrections

Cf art. 9 du CCP : corrections mineures, moyennes et majeures.

Correction mineure : **pénalité de 20 €** par tranche de 30 minutes de retard à partir de la demande de correction.

Correction moyenne : **pénalité de 30 €** par heure de retard à partir de la demande de correction.

Correction majeure : **pénalité 40 €** par tranche de 6h de retard à partir de la demande de correction.

## 17.3 - Autres pénalités

En cas d'indisponibilité du chef de projet/interlocuteur unique de plus de 48h, le titulaire encourt par jour de retard, une **pénalité fixée à 50,00 € par jours de retard**.

Pénalité pour absence aux réunions : **100 euros par absence**.

Pénalité en cas de non-remplacement de l'interlocuteur unique dans le délai indiqué au présent CCP : **50 euros par jours de retard**.

Non-respect de l'envoi des maquettes sous format électronique : **Pénalité forfaitaire de 200 euros par envoi**.

## ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier avant la notification de l'accord-cadre qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

## ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

**Confidentialité** : Le prestataire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité, conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1971, du décret du 27 novembre 1991 et du décret du 12 juillet 2005 modifiés, des informations et des documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations et dont il ne rendra compte qu'aux personnes habilitées.

Les informations de toute nature, portées directement ou indirectement à la connaissance ou mises à disposition du prestataire sont considérées comme confidentielles et ne doivent pas être divulguées. Ces informations ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au prestataire comme aux sous-traitants éventuels.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution de cette prestation.

**Protection des données** : Si la réalisation des prestations induit le traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Le cas échéant, et préalablement à la mise en œuvre de tout traitement de données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché se rapprocheront afin de formaliser, par un avenant, les obligations que le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre pour que le traitement des données personnelles concernées soit conforme au RGPD.

## ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32 du CCAG-PI) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

*« La CRE utilisera librement les résultats. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.*

*Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».*

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

## **ARTICLE 21 -- RESILIATION**

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG - PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 39.1 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 39.1.e) du CCAG-PI, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition d'un remplaçant d'une personne de l'équipe ou de l'interlocuteur dédié dédiée disposant de compétences au moins équivalentes.

Conformément à l'article 39.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 23 - NOTIFICATION/ENVOI DE DOCUMENTS**

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision de réception, décision d'ajournement, avenant, sous-traitance...).

## **ARTICLE 24 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Le présent CCP déroge au CCAG PI notamment sur les points suivants :

- L'article 6 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 14 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 17 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 21 déroge à l'article 39 relatif à la résiliation du marché
- L'article 22 déroge à l'article 43 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-PI.